

Rente, néolibéralisme

Cinquante ans après l'indépendance, l'Algérie connaît un nouvel été de la discorde, une polémique sur l'orientation économique du pays. Les uns assimilent l'intervention de l'Etat à une tentative de pérenniser le système rentier et à un recul démocratique à base islamo-conservatrice, les autres espèrent un retour à un âge d'or du développement et la prise en compte des forces liées à la production.

Dans un contexte de crise économique mondiale, les débats se télescopent. L'économie algérienne est-elle coupée du marché international et insensible à ses perturbations ? La sphère médiatique est régulièrement agitée par de telles questions liées à la problématique de la nature du système économique algérien. Il en fut ainsi du débat sur le statut de Sonatrach, sur la politique industrielle, sur la légitimité du plan de relance de l'économie, sur les privatisations mais surtout du débat sur le rééchelonnement et l'ajustement structurel. Jusque-là, le pouvoir a évité l'examen sérieux de toutes ces questions, et la conférence économique et sociale organisée par le président Zeroual n'aura été qu'une tentative de forcer un consensus autour du plan d'ajustement structurel et de l'intégration de l'islamisme au sein des appareils de l'Etat, dans le cadre de la reprise du processus électoral. Mais le pouvoir n'aura su ni empêcher la crise ni rétablir les conditions de vie antérieures en matière d'emploi, d'habitat, de protection sociale, d'éducation ou de santé. «*Mazalna wakfin*», dit un message marchand qui croit flatter le patriotisme des Algériens. Debout, oui, mais à l'arrêt.

Dans le débat, différentes écoles s'affrontent. Et qui dit écoles dit idéologies.

Or, en matière d'idéologie, il est toujours utile de s'en référer à Gramsci. Sa notion de bloc historique a mis à jour l'articulation entre structure économique et superstructure politico-idéologique. Mais il a aussi montré que la caractérisation d'une étape du développement d'une société n'est possible que quand celle-ci connaît son complet déploiement. C'est maintenant le cas du néolibéralisme algérien.

Son succès se mesure à son hégémonie. Alors que tant de monde parle de rente, il apparaît que les intérêts liés au capital spéculatif dominent la structure économique algérienne. Ce n'est pas le moindre des paradoxes, mais le néolibéralisme s'impose en masquant son existence même. Cependant, dans les faits, la stabilité monétaire est devenue le bien suprême de la société algérienne tandis qu'une nouvelle doxa prône l'idée que «les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain».

Les évangélistes du marché mettent l'individualisme au commencement de tout. Ils chantent la gloire de la propriété privée, notre sauveur. La force de ce discours est la force de l'évidence. Ce qui est précisément l'enjeu d'une controverse devient indiscutable et monsieur le professeur Taïeb Hafsï peut lancer à ceux qui réclament le débat : «L'expérience historique mondiale et celle, plus douloureuse, de l'Algérie ont tranché.» Ce n'est plus de la propagande, mais un fait acquis, un huis clos historique. La supériorité et le caractère universel du néolibéralisme ayant été prouvés, toute revendication, toute proposition de changement radical de la société et de l'Etat apparaît comme un nuage venant voiler un ciel azuré, et qu'on peut

soupçonner de charrier une utopie, naïve ou totalitaire, comme la nuée porte l'orage. Et voilà paralysé le principe même de la vision novatrice et de l'action politique. La main invisible règle toutes les imperfections, balaie les injustices et impose l'idée d'un Etat minimal. Depuis le colloque Lippman, à partir duquel le néolibéralisme lançait la conquête du magistère intellectuel, jusqu'à nos commis indigènes, le credo est le même : la verge n'est jamais assez longue pour battre l'Etat. «Défendre l'entreprise», un think tank algérien dont le programme se réduit à plaider la cause, le patronat privé intervient donc dans le débat pour dénoncer, comme attendu, le patriotisme économique. «L'étatisme économique est l'ennemi de la prospérité. L'étatisme économique est souvent présenté comme une forme de nationalisme. En fait, c'est une maladie organisationnelle. C'est l'étatisme économique, et non la

menace externe, qui détruit les sociétés nouvelles. Engluées dans leur incapacité à fonctionner, ces sociétés n'ont pas besoin d'ennemi pour les détruire.» C'est à cette attaque en règle que le professeur Aktouf a tenté de répondre à travers la presse : «Que ce soit dans les "50 propositions", dans les déclarations et

écrits récents de certains professeurs et/ou ex-ministres de l'Economie, de maints journalistes "spécialisés"... il n'en est, en ce qui concerne l'Algérie, que de super-credo, à mon avis, plus néolibéraux les uns que les autres.»

La réponse du Forum des chefs d'entreprises ne peut que conforter le professeur Aktouf. En effet, son président estime que «ce type de discours antimondialiste... fait le lit de la bureaucratie locale contre laquelle se bat notre association.» Plus conciliant, Ali Bahmane écrit dans *El Watan* qu'«une nouvelle économie algérienne ne peut faire l'impasse ni sur le libéralisme ni sur l'étatisme». Peut-être sur le mode proposé par Pierre Rosanvallon pour qui les libéraux modernes «ne théorisent pas la limitation de l'Etat par le marché, mais visent au contraire à définir un type d'Etat

consubstantiel à la société de marché, totalement immergé en son sein» ? C'est ce type d'Etat qui a sauvé les temples du néolibéralisme lors de la crise des subprimes. Et il est remarquable, qu'en Algérie aussi, le néolibéralisme s'est installé non pas en rupture avec l'Etat, rentier, mais dans son prolongement. Et quoi qu'en dise Taïeb Hafsï, commentateur de la vie mondaine et biographe des riches et des puissants, y compris Cevital qui s'est construit

de cette façon, en s'appuyant sur le commerce des denrées et en se plaçant sous la protection de l'Etat algérien. Pour preuve, cette interview de son PDG qui sollicitait publiquement l'intervention d'un des principaux dirigeants de l'Etat pour faire face à un redressement fiscal. Depuis, il a su évoluer de l'import/import vers un modèle productif qui — s'il est encore faiblement intégré — ne ferme pas la porte à une évolution positive. Il lui faudra, pour y

Il a fini par s'imposer face à ceux qui voulaient sortir de la crise du système rentier sans sortir du système lui-même. Et les néolibéraux peuvent, encore, cyniquement dénoncer ceux qui s'émeuvent de la régression socioéconomique sans envisager le coût des non-réformes.

respect des libertés syndicales sera plus le fait d'un Etat démocratique que d'une entreprise enfermée dans la logique du profit.

Les néolibéraux exigent que l'Etat algérien abdique toujours davantage au privé. Pourtant la privatisation de l'économie est avancée. Mais elle est plus le résultat de la levée du monopole que l'effet de la privatisation des entreprises publiques. En 2002, la contribution du privé au PIB s'élève à hauteur de 75% hors hydrocarbures. Dans le secteur agricole, 99,7% de la production est le fruit du secteur privé. Le commerce privé, qui représentait 23% de la valeur ajoutée en 1990, atteint 97% en 1998. Mais il reste le secteur bancaire et Sonatrach. «Le système financier algérien, poumon du développement et du pouvoir du pays doit être autonomisé et non être un acteur passif de la redistribution de la rente des hydrocarbures», explique Abderahmane Mebtoul, le fébrile courtier de l'Association pour la défense de l'économie de marché. Les banques publiques concentrent 90% des actifs alors qu'il y a plus de 20 banques privées étrangères.

Les plans de privatisation ont été retirés au moment où le privé national faisait de plus en plus d'investissements de portefeuille. Est-ce contrariant ? Oui ! Alors qu'on a procédé à une recapitalisation de plusieurs milliards de dollars en préalable

à une privatisation, il est apparu que les créances irrécouvrables des banques publiques atteignaient 4,5 milliards de dollars, dont 600 millions, seulement, pour les entreprises du secteur public. Le reste ? Il va servir à acheter les banques... avec l'argent des banques !

L'emprunt obligatoire organisé par Sonatrach a aiguisé les appétits. La rémunération proposée fait rêver de sa privatisation.

«On veut tailler dans la chair de la Nation» mettait en garde Louisa Hanoune. Elle semble ne pas avoir vu que l'internationalisation de Sonatrach (investissements au Pérou, etc.) a servi au découplage de l'entreprise des nécessités du développement national, pour se concentrer sur la rentabilité. Cette attitude annonçait les placements sur les marchés financiers internationaux auxquels Sonatrach a pu finalement procéder. En 2012, cette diversifica-

Par Yacine Teguia*

tion rapporte deux milliards de dollars à la société, et attise les convoitises des néolibéraux. «Sonatrach fait face actuellement à un déficit en matière de savoir-faire et de technologie. Celle-ci nécessite... un bon partenariat avec les compagnies internationales. Mais la question qui se pose est de savoir si ces partenaires accepteront la règle des 49/51%. La reformulation de la loi sur les hydrocarbures devrait marquer le passage d'un régime de partage de production à un autre dit de concession», analyse Mebtoul. Et il ajoute qu'«il s'agit de préparer un audit opérationnel du patrimoine existant». Les prédateurs ne cachent plus leur empressement à connaître la valeur de ce qu'ils veulent acheter !

Les prétentions des néolibéraux se fondent sur la nécessité de dépasser l'Etat rentier.

Mais ils en ont une conception erronée dont on ne peut pas exclure qu'elle ne soit que feinte. Pour eux, l'Algérie étant dépendante, c'est donc un Etat rentier. Il est vrai que les hydrocarbures représentent 98% des exportations et que le pays importe 75% de ses besoins. Pourtant le Japon aussi est dépendant, il a besoin de matières premières pour son industrie et personne ne considère ce pays comme rentier. Oui, mais l'Algérie est un pays mono-exportateur, ce qui rend sa dépendance plus grande, nous expliquent nos économistes estampillés FMI. Pour finir de nous inquiéter, ils ajoutent cette précision qui fait trembler : nous dépendons des cours internationaux. Mais, messieurs les néolibéraux, quel est donc le produit dont le cours n'est pas fixé par le marché mondial ? Et puis le Nicaragua exporte presque exclusivement du textile et n'a qu'un seul client, les Etats-Unis ; il ne viendrait cependant à qui que ce soit l'idée de qualifier ce pays de rentier. Mais c'est une production industrielle alors que l'Algérie exporte une matière première. Allons donc ? La Côte d'Ivoire tire les 2/3 de ses recettes d'exportation du cacao. C'est une richesse renouvelable diront nos experts décidément contrariants. Mais alors, si la part des produits raffinés augmente et si les produits de nos exportations de capitaux s'accroissent, on peut considérer que l'Algérie n'est plus un pays rentier !

Le rapport du gouverneur de la Banque d'Algérie le confirme. Pour 2011, il précise même que les intérêts des placements à l'étranger ont été de... 4,7 milliards de dollars. A la louche, cela couvre 10% de nos importations. Et un pays dont l'industrie ne représente qu'une faible partie de son produit intérieur brut est-il forcément un état rentier ? Faudrait-il considérer le Luxembourg, dont le secteur des services représente 85% du PIB tandis que l'industrie et l'agriculture ne représentent que 15%, comme tel ? Non ce n'est pas la même chose nous dirons ces savants qu'on imagine comme ces médecins de Molière, proposant purges et saignées, parce que nous sommes victimes du syndrome hollandais. Mais alors l'Angleterre et la France qui connaissent une désindustrialisation ininterrompue en sont-elles atteintes aussi ? A ce catalogue d'inepties on peut ajouter un article à la mode : la corruption. C'est un symptôme majeur du caractère rentier de notre économie assénent les néolibéraux.

Les prétentions des néolibéraux se fondent sur la nécessité de dépasser l'Etat rentier. Mais ils en ont une conception erronée, dont on ne peut pas exclure qu'elle ne soit que feinte. Pour eux, l'Algérie étant dépendante c'est donc un Etat rentier.